



Laurent FABIUS



Joseph S. NYE



Marina KOVTUN



Alain JUILLET

ÉLECTIONS

A blue wireframe globe icon is positioned between the words 'ÉLECTIONS' and '65' in the vertical title.

Choiseul

65

L'équilibre des puissances au XXI^e siècle

Joseph Nye Jr. est Distinguished Service Professor à l'université de Harvard. Spécialiste reconnu des questions internationales, ancien adjoint au sous-secrétaire d'État sous l'administration Carter (1977-1979), ancien président du National Intelligence Council (1993-1994), ancien secrétaire adjoint à la Défense sous l'administration Clinton (1994-1995), il est l'auteur d'une abondante littérature, dont Power and Interdependence: World Politics in Transition (avec Robert Keohane, 1977), Bound to Lead: The Changing Nature of American Power (1990), The future of Power (2011), et dernièrement de Presidential Leadership and the Creation of the American Era (2013). Joseph Nye est également le père du concept de soft power.

Comment s'exerce la puissance à l'ère de l'information
mondialisée du XXI^e siècle ?

La puissance est la capacité à développer une réelle influence sur les autres en les amenant à agir selon son propre intérêt. Elle se manifeste sous la forme du *hard power* qui use de méthodes radicales telles que la coercition et la corruption ou du *soft power* qui s'emploie à convaincre par la séduction et la persuasion.

Mais quelles sont les ressources sur lesquelles cette nouvelle puissance se fonde ? Comment pouvons-nous évaluer l'équilibre des puissances face à ces nouveaux paradigmes ?

Au XVI^e siècle, le contrôle des colonies, et des lingots d'or qui en découlait donnèrent un avantage incontestable à l'Espagne ; au XVII^e siècle ce furent les Néerlandais qui s'imposèrent grâce au commerce

et à la finance ; au XVIII^e ce fut au tour de la France de dominer le vieux continent grâce à sa grande population et à l'efficacité de ses armées ; alors qu'au XIX^e siècle l'Empire britannique se constitua grâce à la révolution industrielle et à sa puissance maritime.

L'historien britannique A.J.P Taylor, dans son œuvre magistrale sur la lutte pour la suprématie en Europe au XIX^e siècle¹, définit une grande puissance comme un pays qui aurait la capacité de remporter une guerre. En effet, historiquement, on a toujours considéré que l'État disposant de la plus grande armée gagnerait la guerre. Mais dans l'ère de l'information que nous connaissons, c'est davantage l'État (ou l'acteur non étatique) qui développe la meilleure stratégie de communication qui tire son épingle du jeu.

Aujourd'hui la manière dont on mesure l'équilibre des puissances est loin d'être claire, et encore moins la manière de développer des stratégies efficaces pour pouvoir survivre dans ce nouveau monde. La plupart des projections récentes qui prédisent une modification et un déplacement dans l'équilibre des puissances ne se basent que sur un seul facteur : les projections de croissance du PIB des États. C'est ainsi que certains analystes prédisent que la Chine sera le pays dominant de ce siècle car elle aura le plus grand Produit national brut. Constat qui met donc en avant la taille de la population chinoise, aspect qui place la Chine loin derrière les autres pays de la planète en termes de revenu par habitant, autre élément de mesure de la puissance économique. Par ailleurs, de telles projections ignorent les autres dimensions de la puissance qui inclut tout à la fois le *hard power* que représente la puissance militaire, et le *soft power* incarné par le discours officiel et la posture, sans parler des difficultés politiques qu'il y a à combiner ces différents facteurs en stratégies efficaces. Dans le siècle que nous vivons, toute entreprise de puissance menée par un État devra donc combiner à la fois les ressources du *hard* et du *soft power* en vue

1. A.J.P. Taylor, *The Struggle for Mastery in Europe, 1848-1918*, Oxford University Press, Incorporated, 1955.

d'établir des stratégies de *smart power*.

Comme je le soutiens dans *The future of Power*², la notion de puissance connaît au XXI^e siècle deux principales évolutions autour de sa transition et de sa diffusion.

La transition de la puissance d'un État dominant à un autre est un processus historique connu que certains tentent d'expliquer, notamment pour ce qui est du déclin américain, en faisant des analogies avec le déclin de l'Empire britannique ou celui de l'Empire romain. Néanmoins, il ne faut pas oublier que Rome resta un État dominant pendant plus de trois siècles après son apogée, et sa chute ne fut pas liée à la montée d'un autre État, mais davantage à de nombreuses crises internes et aux attaques incessantes des tribus barbares. Ce sont donc bien des difficultés internes qui ont engendrées la chute de Rome et non la menace ou le développement d'une puissance concurrente. Quelles que soient les nombreuses difficultés actuelles des États-Unis – la plus grande puissance de ce début de siècle –, celles-ci n'ont rien à voir avec les problèmes internes de la Rome antique.

De là, plutôt que de suivre les prédictions à la mode sur la Chine, le Brésil et l'Inde qui dépasseraient la puissance américaine dans les prochaines décennies, peut-être la principale menace à la puissance américaine est-elle à chercher du côté de nouveaux acteurs violents, barbares et non étatiques. Dans un monde d'information basé sur la cyber insécurité, la diffusion de la puissance peut être une menace bien plus importante que la transition de la puissance, puisque la plupart des événements et des menaces se produisent (et se diffusent) dorénavant hors du contrôle des États, même les plus puissants.

Les États restent bien évidemment les principaux acteurs de la scène internationale, mais cet espace se réduit et de nouveaux entrants le rendent difficilement contrôlable. Une part de plus en plus importante de la population a dorénavant accès à la puissance issue de l'information. Les gouvernements se sont d'ailleurs toujours souciés

.....
2. Joseph S. Nye, *The future of power*, Public Affairs, 2010

de la circulation et du contrôle de l'information et la période que nous vivons actuellement n'est certainement pas la première à connaître de tels changements dans la technologie d'information. Pensez par exemple à Gutenberg et à l'invention de l'imprimerie au XV^e siècle avec tout ce que cela a impliqué pour la Réforme et les guerres de religions qui ont troublé l'Europe par la suite. Les révolutions ne sont pas choses nouvelles, tout comme ne le sont pas les phénomènes de contagion transnationale ou encore les acteurs non étatiques. Ce qui est nouveau – et que l'on voit se manifester actuellement au Moyen-Orient et ailleurs – c'est l'accélération et la réduction des coûts de communication et l'autonomisation technologique d'un large éventail d'acteurs. L'actuelle révolution de l'information nous renvoie à la loi de Moore qui affirmait en 1975 que le nombre de transistors des microprocesseurs sur une puce de silicium doublerait tous les deux ans. Tout ceci s'est avéré exact et a permis, en quelques décennies, de baisser le prix des machines électroniques tout en augmentant leur puissance.

Cela signifie que la politique mondiale ne sera pas l'apanage des seuls gouvernements. À l'instar des prix de l'informatique et des coûts de communication qui ont fortement chuté ces dernières décennies, les barrières d'accès aux marchés s'effondrent une à une. Que ce soit des individus ou des organisations privées, des entreprises aux ONG, ou même des organisations terroristes, ils auront tous les capacités et la possibilité de jouer un rôle direct dans les affaires du monde. Ce phénomène actuel de propagation rapide et universelle de l'information est la source d'une répartition plus large de la puissance à un plus grand nombre d'acteurs présents sur la scène internationale. Ces nouveaux réseaux informels vont par ailleurs continuer à éroder le monopole de la bureaucratie gouvernementale. L'accélération de la temporalité liée à la vitesse d'Internet ne permet désormais plus aux gouvernements de maîtriser leur agenda. Les leaders politiques disposeront donc de moins en moins de liberté car ils devront tout d'abord faire face aux événements, puis partager la scène avec encore

plus d'acteurs influents.

Aujourd'hui, la puissance dans les affaires internationales est répartie sur un modèle ressemblant à un jeu d'échecs complexe en 3D. Sur l'échiquier du haut, nous trouvons la puissance militaire qui est essentiellement unipolaire et détenue par les États-Unis qui apparaissent encore aujourd'hui comme les seuls capable de projeter leur puissance militaire à l'échelle mondiale pendant un certain temps.

À l'inverse, sur l'échiquier du milieu, le pouvoir économique est devenu multipolaire depuis plus d'une décennie, avec les États-Unis, l'Europe, le Japon, la Chine comme acteurs principaux, et de nouveaux acteurs qui gagnent en importance. Lorsque l'Europe se positionne comme une puissance unie elle démontre une force économique bien supérieure à celle des États-Unis. Aucun acteur ne peut donc dominer les autres.

L'échiquier du bas est le royaume des relations transnationales qui traversent les frontières sans contrôle des gouvernements, et qui comprennent des acteurs non-étatiques aussi divers que des sociétés effectuant des transferts de fonds supérieurs à de nombreux budgets nationaux, des terroristes qui chercheraient à vendre des armes ou des hackers menaçant la cyber sécurité d'un État. C'est sur cet échiquier que l'on retrouve également les nouveaux défis tels que les pandémies ou le changement climatique qui peuvent avoir des conséquences aussi grave qu'une guerre sans avoir à tirer une seule balle. Sur cet échiquier, la puissance est très largement répartie et on ne peut plus, dès lors, parler d'unipolarité, de multipolarité, d'hégémonie, d'empires ou d'autres termes communément utilisés par les chercheurs, politiciens et autres experts. En effet, notre façon d'analyser l'équilibre des puissances à travers des polarités peut alors nuire à la clarté et à la pertinence de l'analyse.

Dans le cadre de ces politiques et relations transnationales, la révolution de l'information réduit considérablement le coût de l'accès aux technologies informatiques et de communication. Il y a 40 ans, la

communication instantanée était possible mais coûteuse et réservée aux gouvernements et aux grandes entreprises. Alors qu'aujourd'hui, cela est gratuit avec des services comme Skype.

Dans les années 1970, les États-Unis et l'Union soviétique ont dépensé des milliards dans des photographies satellites secrètes d'une résolution d'un mètre à peine. Aujourd'hui, tout le monde peut télécharger gratuitement des photos satellites bien plus précises sur Google Earth.

En 2001, c'est une organisation non-étatique qui causa bien plus de morts Américains que le gouvernement japonais n'en a tué à Pearl Harbor.

C'est ce que l'on pourrait appeler la privatisation de la guerre.

Une pandémie qui serait propagée par des oiseaux migrateurs ou des voyageurs à bord d'avions pourrait causer plus de morts que les deux premières guerres mondiales.

Inévitablement, la puissance sera donc exercée à l'avenir par des organisations non-étatiques aussi bien que par des États qui seront actifs dans le domaine diffus des cyber-interactions.

En quoi cela peut-il impacter le rôle des États-Unis, qui sont actuellement la plus grande puissance internationale? Le déclin américain semble être une affirmation trompeuse pour décrire le contexte actuel de sa puissance. Heureusement, la réélection récente du président Barack Obama a permis de rejeter cette argumentation fallacieuse faisant état d'une soi-disant stratégie de gestion du déclin.

Les États-Unis ne sont pas actuellement dans une phase de déclin absolu. Au contraire, on peut encore raisonnablement dire que les États-Unis sauront rester plus puissants que tout autre État dans les prochaines décennies. Nous ne sommes pas dans un « monde post-Amérique », même si, il est vrai, nous ne vivons plus non plus dans « l'ère américaine » de la fin du XX^e siècle. Il apparaît donc raisonnable de penser que les États-Unis resteront « les premiers » mais qu'ils ne seront peut-être plus « les seuls ».

Nous ne pouvons prédire l'avenir mais les projections établies par le National Intelligence Council (NIC, qui fait partie de la communauté du renseignement américain) fin 2012 sur les tendances globales en 2030³, semblent des plus pertinentes quand elles affirment que même si l'unipolarité et la domination de la puissance américaine semblent révolues, les États-Unis sont susceptibles de rester le *primus inter pares* face aux autres grandes puissances de 2030, en raison notamment de la nature complexe de sa puissance et de son héritage du leadership.

Les États-Unis vont donc devoir faire face à l'augmentation de la puissance de beaucoup d'autres acteurs, étatiques et non-étatiques. C'est donc la capacité des leaders américains à maintenir des alliances et à créer de nouveaux réseaux qui permettra aux États-Unis de mettre en place une stratégie de *smart power*. Le problème du rôle de l'Amérique au XXI^e siècle n'est pas un simple problème de « déclin » ; ils sont davantage dans le développement d'une intelligence contextuelle qui permettrait de comprendre que même l'un des plus grands pays du monde ne peut atteindre tous ses objectifs sans l'aide des autres. Éduquer le public à comprendre et à agir avec succès dans le cadre de cette ère de l'information mondiale sera la véritable tâche d'Obama et de ses successeurs.

Sous l'influence de la révolution de l'information et de la mondialisation, la politique mondiale est en train d'évoluer d'une manière qui empêche aujourd'hui les États-Unis d'atteindre tous leurs objectifs internationaux en agissant seuls. Par exemple, la stabilité financière internationale est vitale pour la prospérité des Américains, mais les États-Unis ont besoin de la coopération des autres États pour s'assurer de cette stabilité. Il en va de même avec le changement climatique planétaire qui affecte la qualité de vie de toute l'humanité mais que les États-Unis ne peuvent résoudre seuls. Dans un monde où les frontières deviennent plus perméables que jamais, où les drogues, le terrorisme ou les maladies infectieuses peuvent circuler

3. National Intelligence Council, *Global Trends 2030: Alternative Worlds*, décembre 2012.

sans entraves, les nations vont devoir mettre en place des stratégies de *soft power* afin de développer des réseaux et créer des institutions pour répondre aux menaces et défis communs à notre planète. En ce sens, la puissance devient un jeu à somme positive. Il ne suffit pas de penser à se positionner par rapport aux autres. Il faut aussi mettre en œuvre une stratégie commune avec d'autres acteurs pour accomplir des objectifs partagés. Sur de nombreux enjeux transnationaux, l'émancipation d'autres puissances peut nous aider à atteindre nos propres objectifs. Dans ce monde, les réseaux et connexions sont devenus une importante source de puissance.

Aux États-Unis, il existe une forte tendance historique à utiliser les instruments du *hard power* tels que la coercition et l'argent plutôt que ceux du *soft power* basés sur la séduction et la persuasion.

C'est, en partie, le reflet de la culture politique américaine et de ses institutions. Une culture qui fait qu'aucun politicien ne veut apparaître comme « soft », et que le Congrès préférera toujours augmenter le budget du Pentagone plutôt que celui du département d'État. Cette tendance a été renforcée par les théories universitaires dominantes sur les relations internationales. Cette approche dite « réaliste » des relations internationales, qui se base sur les écrits de Thucydide ou Machiavel, affirme que dans les conditions anarchiques de la politique mondiale, où il n'existe aucune autorité politique au-dessus des États, ces derniers doivent donc compter sur leurs propres forces pour préserver leur indépendance et utiliser la force comme dernier recours (*ultima ratio*). Pour les « réalistes », le monde n'est composé que d'États souverains qui visent à préserver leur sécurité et qui, pour se faire et si besoin, sont prêts à utiliser la force. Cette théorie se vérifie au long des siècles passés où la guerre a été un élément constant des affaires internationales.

Bien qu'il existe différents types de « réalistes », tous ont tendances à penser que la politique mondiale est régie par des politiques de puissances et que l'équilibre des puissances est un élément central des relations internationales. En cela ils ont raison, mais certains limitent

leur compréhension du monde en concevant trop étroitement la notion de puissance. Un « réaliste » pragmatique ou qui concevrait le monde d'une manière plus moderne doit tenir compte de l'ensemble des ressources de la puissance que sont devenues les idées, la persuasion et la séduction.

L'approche réaliste des relations internationales est une bonne première base pour dresser le portrait des relations internationales. Toutefois, comme nous venons de le décrire, dans le monde d'aujourd'hui, les États ne sont plus les seuls acteurs influents des affaires internationales; la sécurité n'est plus l'unique objectif et la force n'est plus la seule ni le meilleur instrument pour affirmer ses ambitions. En effet, ces conditions d'interdépendance complexe sont typiques des relations entre des pays post industriels et développés tels que les États-Unis, le Canada, l'Europe, l'Australie et le Japon. Le partage des valeurs de la démocratie, de la culture libérale et un vaste réseau de liens transnationaux montrent que l'anarchie décrite par les « réalistes » peut, dans ce contexte, ne pas être la source de tensions et de conflits entre les acteurs de la scène internationale.

Toutefois, ce n'est pas uniquement dans les relations entre pays développés que le *soft power* joue un rôle important. Dans cette ère de l'information que nous vivons actuellement, les stratégies de communication deviennent plus importantes et les objectifs sont atteints non seulement par celui qui détient la meilleure armée mais également et surtout par celui qui aura développé la meilleure stratégie de communication. Dans la lutte contre le terrorisme, par exemple, il est essentiel de développer un discours qui touchent le grand public pour ainsi limiter, voire empêcher, leur recrutement par les extrémistes. Bien évidemment, il était nécessaire d'utiliser la force pure et dure contre Oussama Ben Laden puisqu'il était quasiment impossible de l'amadouer. Mais les instruments du *soft power* ont néanmoins été et restent nécessaires pour influencer la population (« gagner les cœurs et les esprits ») et ainsi diminuer le flux de nouvelles recrues...

Les stratégies du *smart power* doivent donc inclure des stratégies d'information et de communication. La lutte qui s'engage dans la définition des normes et des enjeux gagne en importance. Par exemple, alors que CNN et la BBC ont définis les enjeux de la première guerre du Golfe en 1991, c'est Al Jazeera qui, en 2003, a joué un grand rôle dans l'élaboration du récit de la guerre en Irak. Il en va de même lorsque l'on regarde les institutions internationales où il y a une réelle différence entre des négociations entre 8 acteurs et des invités et des négociations entre 20 acteurs de même rang!

Si la puissance est la capacité d'influer les autres pour obtenir les résultats escomptés, les Américains et les autres acteurs de la scène internationale doivent prendre en compte l'importance qu'il y a à exercer la puissance avec les autres, tout autant que contre les autres. Les stratégies du *smart power* exigeront l'alliance des instruments de *hard power* que sont la coercition et l'argent, et ceux du *soft power* que sont la séduction et la persuasion. Il ne sera dès lors plus possible de définir une « grande puissance » comme un pays capable de remporter une guerre puisque dans l'ère de l'information, que nous connaissons actuellement, le succès dépend également de l'histoire que l'on raconte. C'est le genre de changement que nous devons considérer lorsque nous essayons de comprendre l'équilibre des puissances au XXI^e siècle.

RÉSUMÉ

Comment s'exerce la puissance à l'ère de l'information mondialisée du XXI^e siècle? Aujourd'hui la manière dont on mesure l'équilibre des puissances est loin d'être claire, et encore moins la manière de développer des stratégies efficaces pour pouvoir survivre dans ce nouveau monde. Afin de répondre aux menaces et défis communs de notre planète, les nations vont devoir mettre en place des stratégies de soft et de hard power. Ainsi, toute entreprise de puissance menée par un État devra combiner à la fois les ressources du hard power telles que la coercition et l'argent et celles du soft power telles que la séduction et la persuasion en vue d'établir des stratégies de smart power.

ABSTRACT

What will it mean to wield power in this global information age of the 21st century? Today, it is far from clear how we measure a balance of power, much less how to develop successful strategies to survive in this new world. To answer the threats and the common challenges of our planet, nations must set up strategies of soft and hard power. Thus, success will require smart power strategies that combine both hard power of coercion and payment and soft power of attraction and persuasion resources.

BULLETIN D'ACHAT, D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

M, Mme, Mlle _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

_____ Code postal _____

Ville _____ Pays _____

Adresse électronique _____

	France	Autres pays
1 an (6 numéros)	95 €	135 €
2 ans (12 numéros)	180 €	220 €

Je souscris un abonnement pour

1 an

2 ans

À partir du numéro _____

Je souhaite commander un numéro à l'unité (20€ + frais de port : France, 2.10€; Autres, 4.50€)

Numéro _____

Signature/Cachet

Date _____

Paiement par virement bancaire vers

Crédit du Nord

59, boulevard Haussmann, 75361 Paris, cedex 08

Banque : 30076 - Agence : 02019

Compte : 57336700200 - clé RIB : 09

IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 009

swift (BIC) : NORDFRPP

précisez « frais bancaires à la charge du donneur d'ordre »

ou

Paiement par chèque à l'ordre de Choiseul Éditions,

Attention, les chèques étrangers doivent être en euros, compensables en France.

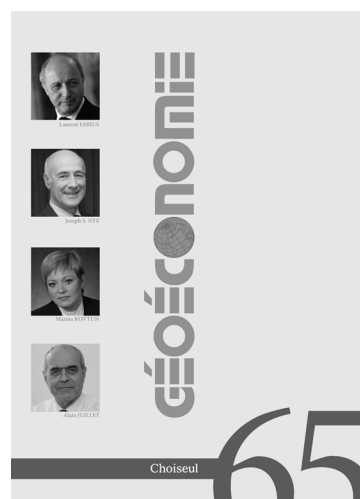
CONTACT:

Choiseul éditions

16 rue du Pont Neuf, 75001 Paris

Tel. : +33 (0)1.53.34.09.93

abonnement@choiseul-editions.com



Laurent FABIUS

La France dans la bataille de la diplomatie économique

Joseph NYE

L'équilibre des puissances au XXI^e siècle

Emmanuel NIAMIEN N'GORAN

Afrique, les trois piliers du développement : l'État, l'entreprise, la société civile

François LONCLE

François Hollande et la nouvelle donne diplomatique française

Christian ESTROSI

Les ruses de la « pensée magique », ou les promesses à l'épreuve des réalités

Marina KOVTUN

Mourmansk, carrefour géostratégique

Christian GAMBOTTI

L'Afrique en marche

S. E. M. Hye-Min LEE

Les enjeux du partenariat Europe-Corée du Sud

Laurence DAZIANO

La ré-industrialisation américaine : le début d'un nouveau cycle économique ?

Frédéric LASSERRE

Enjeux géopolitiques et géoéconomiques contemporains en Arctique

Philippe TIBI

État-providence, géopolitique de la crise, souveraineté

Alain JUILLET

Réflexions sur Global trends 2030 – Alternative worlds

Claude ESCLATINE

Exception culturelle française : étatismisme ou chance historique ?

Marc-Antoine de SÈZE

Pour une gestion durable de la forêt française

Eugène BERG

Le « Printemps arabe », secousse géoéconomique majeure

20 euros

